



Des redoublements plus fréquents dans les quartiers de la politique de la ville

Les jeunes habitant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) redoublent plus souvent : dans les Pays de la Loire, 24 % des élèves de 6^e vivant dans un QPV ont au moins un an de retard contre 9 % des jeunes résidant ailleurs. Ceci est en partie lié à l'origine sociale des collégiens. Après la 3^e, les élèves vivant dans des QPV s'orientent plus souvent vers des filières professionnelles que les autres jeunes.

Hélène Chesnel, Insee

La réussite scolaire est inégale selon le milieu social et les conditions de vie. Dans les contrats de ville qui synthétisent les actions des partenaires institutionnels, économiques et associatifs en faveur des quartiers en décrochage, le pilier cohésion sociale intègre un volet éducation. Réduire les disparités sociales et territoriales en termes de réussite scolaire est un enjeu important, notamment pour les élèves provenant des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Afin de favoriser l'égalité des chances, le réseau d'éducation prioritaire cible les collèges et les écoles où les élèves rencontrent des difficultés sociales plus significatives qu'ailleurs et leur permet de bénéficier de moyens supplémentaires. La loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République se donne pour objectif de réduire à moins de 10 % les écarts de réussite scolaire entre les établissements en éducation prioritaire et les autres.

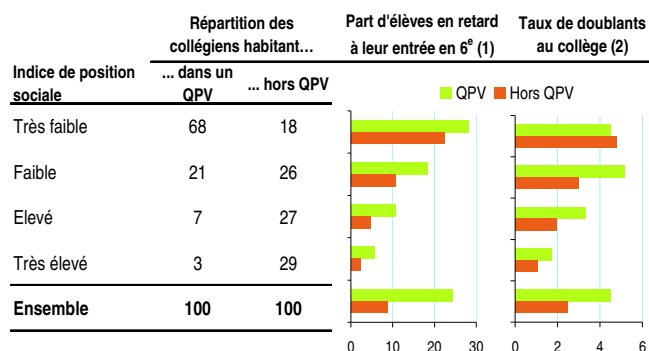
Un quart des jeunes des QPV entrent au collège avec du retard...

Le retard scolaire est plus fréquent chez les 7 500 collégiens habitant dans les QPV. En 2013, à leur arrivée en 6^e, 24 % des élèves provenant d'un QPV ont déjà redoublé, contre 9 % des jeunes vivant dans le reste des 11 unités urbaines comprenant au moins un QPV (figure 1). Au cours du collège, près de 5 % des élèves habitant dans un QPV étaient dans une classe de même niveau l'année précédente, contre seulement 2 % des autres collégiens. Ces proportions reflètent à la fois les difficultés rencontrées par une partie des élèves dans leurs apprentissages primaires et les pratiques des établissements scolaires en matière de redoublement. Le redoublement est de moins en moins fréquent en raison de l'évolution des pratiques. Par ailleurs, la volonté politique est

de le réduire fortement et même, depuis la rentrée 2015, de le rendre exceptionnel.

1 Le retard scolaire est lié au milieu social et au fait d'habiter dans un QPV

Répartition des collégiens et retard scolaire selon l'indice de position sociale dans les Pays de la Loire (en %)



Champ : ensemble des élèves primo-entrant en 6^e (1) et ensemble des collégiens (2) des 11 unités urbaines comprenant au moins un QPV.

Source : Rectorat, fichier des élèves du secondaire, rentrée 2013 (géolocalisation Insee).

L'écart en termes de redoublement entre les collégiens habitant dans un QPV et les autres s'explique en partie par le fait que les élèves des QPV sont plus souvent issus d'un milieu défavorisé : 68 % d'entre eux proviennent d'un milieu social dont la position est très faible (définitions), contre 18 % des autres élèves des unités urbaines englobantes. Des études montrent que le cadre familial et plus largement l'environnement social et culturel dans lequel évolue un enfant a un impact sur ses chances de réussir à l'école.

Dans les agglomérations comprenant des QPV, 24 % des élèves dont les parents ont un indice de position sociale très faible ont au moins un an de retard quand ils arrivent en 6^e, signe d'un redoublement à l'école primaire. Cette part n'est que de 3 % pour les collégiens issus d'un milieu favorisé (indice de position sociale élevé ou très élevé). De même, au cours du collège, les élèves d'origine sociale défavorisée redoublent plus souvent : 5 % d'entre eux étaient dans une classe de même niveau l'année précédente, contre 2 % des collégiens dont les parents ont une position sociale élevée ou très élevée.

... ce qui n'est pas seulement lié à l'origine sociale

À position sociale équivalente, le fait d'habiter dans un QPV augmente globalement les risques d'avoir du retard à l'entrée en 6^e et de redoubler dans les années qui suivent. Cela n'est qu'en partie vrai pour les élèves issus d'un milieu social particulièrement défavorisé : lorsqu'ils habitent dans un QPV, ils sont plus souvent en situation de retard scolaire à leur entrée en 6^e que les autres collégiens de même position sociale, mais ils n'ont pas plus de risque de redoubler au cours du collège. Les élèves des QPV rencontrent vraisemblablement des difficultés spécifiques.

Les garçons redoublent plus souvent que les filles quel que soit leur lieu de résidence ou leur milieu social : 25 % des garçons provenant d'un QPV sont en retard à leur entrée en 6^e contre 23 % des filles.

Deux fois plus d'orientations vers une filière professionnelle dans les QPV

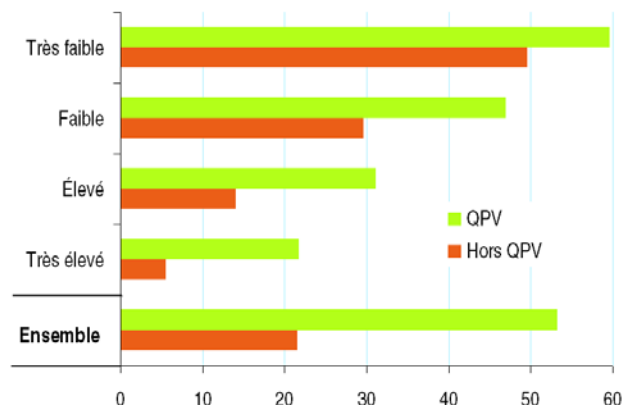
Quels que soient le sexe et le milieu social, l'orientation vers les filières professionnelles est plus fréquente dans les QPV. Parmi les jeunes entrant dans le second cycle au sein des établissements de l'Éducation nationale, 42 % des élèves habitant un QPV sont inscrits en seconde professionnelle et 11 % en CAP, soit deux fois plus que pour les élèves habitant dans le reste des 11 unités urbaines comprenant au moins un QPV (figure 2). Si les filières professionnelles sont une voie de réussite scolaire au même titre que les autres, elles se concluent généralement par des études plus courtes. Les différences dans les choix d'orientation peuvent être un signe d'inégalités si elles sont liées à des difficultés d'accès aux autres filières.

Ces différences d'orientation sont en partie liées au fait que les élèves habitant dans les QPV proviennent plus souvent d'un milieu défavorisé. Or ceux-ci s'orientent plus souvent vers des filières professionnelles : 41 % des jeunes issus de milieu défavorisé (indice de position sociale très faible) sont en seconde professionnelle et 12 % en CAP, contre 9 % et 1 % des élèves ayant une position sociale élevée ou très élevée.

Mais au-delà de ce lien, le fait d'habiter un QPV augmente la probabilité de suivre une filière professionnelle, une fois pris en compte le milieu social d'origine. L'écart est particulièrement marqué pour les jeunes issus des milieux sociaux les plus favorisés.

2 Des orientations en filière professionnelle plus fréquentes pour les jeunes des QPV

Part des élèves arrivant en second cycle inscrits en seconde professionnelle ou en CAP selon l'indice de position sociale (en %)



Champ : ensemble des élèves inscrits en second cycle des 11 unités urbaines des Pays de la Loire comprenant au moins un QPV, hors enseignement agricole, apprentissage et abandon.
Source : Rectorat, fichier des élèves du secondaire, rentrée 2013 (géolocalisation Insee).

Dans les QPV, les filles s'orientent moins souvent que les garçons vers des filières professionnelles : seulement 39 % de celles qui arrivent en second cycle sont en seconde professionnelle et 9 % en CAP, alors que 46 % et 13 % des garçons sont dans ce cas. Dans le reste des agglomérations comprenant au moins un QPV, les filles se tournent également moins souvent que les garçons vers les filières professionnelles. ■

Définitions

L'origine sociale est établie sur la base de l'indice de position sociale, calculé à partir de la catégorie socio-professionnelle du père et de la mère, selon une méthodologie définie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère de l'Éducation nationale. Quatre tranches sont constituées, regroupant chacune un quart des collégiens des 11 unités urbaines étudiées.

La part d'élèves en retard à leur entrée en 6^e correspond à la part de collégiens ayant au moins une année de retard parmi les inscrits pour la première fois en 6^e.

Le taux de doublants correspond à la part des élèves qui étaient déjà, l'année précédente, dans une classe de même niveau parmi l'ensemble des élèves d'un niveau donné.

Cette publication s'inscrit dans un ensemble d'études sur les quartiers de la politique de la ville menées en partenariat avec l'État. Coordonnées par le Sgar et l'Insee, elles associent des services de l'État et organismes publics (Dreal, Direccte, DRDJSCS, Rectorat, Pôle emploi, ARS, DDT(M), préfectures de département et Commissariat général à l'égalité des territoires). Christiane Poutet et Claire Ropers (Rectorat) ont particulièrement contribué à enrichir cette analyse.

Pour en savoir plus :

- Chesnel H., Legendre D., *Quartiers de la politique de la ville : cinq profils avec des enjeux spécifiques*, Insee Analyses Pays de la Loire, n° 41, décembre 2016.
- Chesnel H., Legendre D., *Des logements sociaux plus anciens dans les quartiers de la politique de la ville*, Insee Flash Pays de la Loire, n° 51, décembre 2016.
- *Atlas des risques sociaux d'échec scolaire, l'exemple du décrochage, France métropolitaine et Dom (données 2011)*, Depp-Céreq, 2016.
- Insee Dossier et Insee Flash, zoom thématique emploi (à paraître).

Insee des Pays de la Loire
105, rue des Français Libres
BP 67401 - 44274 NANTES Cedex 2

Directeur de la publication :
Pascal Seguin

Rédactrice en chef :
Myriam Boursier

Bureau de presse :
02 40 41 75 89

ISSN 2275-9808
© INSEE Pays de la Loire
Décembre 2016